

«Équilibre entre sécurité et liberté»

D'après le président de la CCDH, Jean-Paul Lehnens, les droits de l'Homme sont en recul depuis les attentats du 11-Septembre.

Traumatisé par les attentats et la crise économique, le monde contemporain a des défis à relever pour garantir le respect des droits de l'homme.

Entretien avec notre journaliste Claire Doyen

Pourquoi fait-on référence aujourd'hui encore à des principes vieux de 60 ans?

Parce que la Déclaration universelle des droits de l'Homme est plus que jamais d'actualité. Le droit à la vie par exemple est une problématique actuelle. Bien sûr, sa signification est différente selon les pays. Ici, on parle du droit en début et en fin de vie. Ailleurs, c'est le droit d'avoir de quoi manger, le droit à l'eau potable. La Déclaration universelle est un symbole. C'était la première fois dans l'Histoire que l'on essayait de régler la question des droits de l'Homme au niveau international, en dépassant le niveau des États. C'est un texte qui est né en réaction à la souffrance, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, pour la promotion et la protection des droits de l'Homme.

Les principes inscrits dans la Déclaration n'ont aucune valeur contraignante...

C'est vrai, mais d'autres textes ont cette valeur : les pactes de 1966 des Nations unies, la Convention du Conseil de l'Europe de 1950. Et bientôt, nous ferons une nouvelle avancée solide, avec l'adoption du traité des droits fondamentaux avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Faudrait-il une Cour mondiale des droits de l'Homme comme certains le suggèrent?

Oui, je suis d'accord avec le principe, bien que nous ayons déjà des cours qui fonctionnent : la Cour pénale internationale de La Haye, ou la Cour pour les crimes en ex-Yougoslavie. Mais avant de condamner les gens, il faut les saisir. Les responsables en ex-Yougoslavie ou ceux des massacres de Srebrenica courent toujours, malgré les cours qui existent et malgré les bonnes intentions.

Quels seront les prochains défis pour les droits de l'Homme?

Le prochain défi sera de trouver un équilibre entre sécurité et liberté, après le 11-Septembre. On a vu qu'il y avait un risque de mettre les droits de l'Homme entre parenthèses au nom de la sécurité. Guantanamo est un exemple très significatif, les tortures exercées par les soldats américains sur les prisonniers d'Abou Ghraib en est un autre. Ces dernières années, on a vu des essais de justification de la torture. Or, c'est un principe auquel on ne peut pas toucher, c'est un principe absolu.

Les droits de l'Homme doivent avoir une dimension transversale :

ils doivent être un réflexe pour tous les gouvernements et les parlements.

Cela nous amène à la dimension universelle de la Déclaration, dont la légitimité est souvent contestée...

C'est vrai que les personnes qui ont rédigé la Déclaration universelle des droits de l'Homme venaient de la civilisation occidentale ou étaient inspirées par elle. Mais cette influence occidentale sur les principes établis ne veut pas dire qu'ils sont faux. En 1948, les auteurs du texte n'avaient pas pensé à certains sujets, comme la génétique ou la protection des données informatiques. Les droits de l'Homme sont un apprentissage constant.

Dans un pays comme le Luxembourg, quels sont les défis à relever pour assurer le respect des droits de l'Homme?

Au Luxembourg, les violations existent surtout dans le contexte de l'immigration et des demandeurs d'asile. L'autre domaine dans lequel on pêche est la situation dans les prisons. Cette année, la CCDH a transmis un avis au gouvernement sur la détention des mineurs en prison. Il est inadmissible que des jeunes se retrouvent en prison, des alternatives à l'enfermement sont possibles, il faut y penser.

Dans le contexte de crise actuel, existe-t-il un risque pour les droits de l'Homme ?

Dans chaque période de crise, il y a un risque de recul. Les risques de chômage en sont déjà un exemple : toute personne a droit au travail et à la protection contre le chômage. Mais les droits de l'Homme pourraient aussi apporter des arguments au débat sur la finance et l'éthique, un débat qu'il serait urgent de mener.